

De l'urgence de mettre en place une politique familiale globale

Par Marie Rhéaume

Directrice de la Fédération québécoise des organismes communautaires Famille (FQOCF)

Les 9 et 10 novembre prochains se tiendra à Québec la rencontre nationale des quelque 220 organismes communautaires famille membres de la FQOCF sur le thème du soutien parental. Après une consultation automnale de nos groupes présents dans les dix-sept régions du Québec et qui sont en lien avec quelque 90 000 familles, nous en sommes venus à la conclusion que, plus que jamais, les parents ont besoin de soutien et pas seulement au plan financier. À l'heure des familles éclatées, monoparentales, recomposées, ils doivent aussi pouvoir compter sur des réseaux d'entraide, des lieux d'échanges, d'apprentissage et de développement, ce que sont les organismes communautaires Famille. Comme Simone de Beauvoir l'a dit à propos des femmes, on peut aisément affirmer que l'on ne naît pas parent, on le devient et que c'est une fonction essentielle de notre société qu'il faut soutenir. Cela veut dire outiller les parents pour leur permettre de jouer adéquatement leur rôle, ne pas se substituer à eux, mais les accompagner dans leur cheminement quand ils en ont besoin.

Par exemple, lorsque l'on nous parle d'initiatives comme celle du Club des petits-déjeuners, nous avons toujours envie de demander : «Avez-vous pensé aux parents de ces enfants? Ceux qui non seulement ont de la difficulté à nourrir leurs familles et à manger eux-mêmes, mais qui en plus voient une organisation extérieure s'acquitter d'une de leurs responsabilités parentales.» Oui, la société doit s'assurer du bien-être des enfants, mais nous croyons aussi qu'il faut outiller les parents en situation précaire pour leur permettre de jouer eux-mêmes leur rôle. Et cela, tout en respectant leur dignité, leurs capacités et leur estime tant face à eux-mêmes que face à leur progéniture. C'est un peu comme le vieil adage qui recommande de «montrer à pêcher plutôt que de fournir du poisson»!

Une considération générale se dégage de la réflexion à ce jour. Il est essentiel que les mesures s'adressant aux familles soient universelles, c'est-à-dire qu'elles s'adressent à toutes les familles, mais que leur coût soit réparti auprès de l'ensemble des contribuables. Le soutien au rôle parental devrait s'inscrire dans une véritable politique familiale globale définie comme un ensemble de mesures cohérentes qui favorisent l'amélioration des conditions de vie des familles. Ce soutien doit être financier, politique et social, être disponible à toutes les étapes de la vie des familles et tenir compte des réalités personnelles, familiales, professionnelles et sociales des parents.

Or, à l'heure actuelle, les mesures d'aide offertes par le réseau public sont presque uniquement dirigées vers les familles vulnérables où se trouvent des enfants de moins de 5 ans. Les autres familles, peu importent leurs besoins ponctuels, sont placées sur des listes d'attente... Jusqu'à ce que leur situation se détériore... Une approche aux antipodes de la nécessaire prévention et qui finit par être la plus coûteuse pour l'ensemble de la société.

Les OCF considèrent que toutes les familles peuvent avoir besoin de soutien à certains moments de leur vie. Car, sans égard au revenu familial, à la scolarité, à l'âge ou à la composition de leur famille, tous les parents peuvent se sentir isolés, vivre des moments de détresse ou être démunis face à l'éducation de leurs enfants dans une société qui devient de plus en plus complexe. Si avoir des enfants c'est contribuer au renouvellement des générations et de la société, c'est aussi accepter des bouleversements, des remises en question et des risques que ceux qui n'ont pas d'enfants n'assumeront jamais. C'est pourquoi des mesures de soutien universelles sont requises.

Les OCF constituent un moyen privilégié dont disposent les familles pour trouver une réponse concrète à certains de leurs besoins. Toutefois, ces organismes, parents pauvres de l'action communautaire, ne pourront, encore une fois que dénoncer le faible soutien gouvernemental dont ils disposent pour le faire. Au printemps dernier, le gouvernement n'a même pas cru bon d'indexer les subventions au coût de la vie des OCF. Il continue à réfléchir à la question plus de six mois après le début de l'année financière et ce, malgré de vives protestations des organismes et la possibilité de fermetures pour certains d'entre eux.

Domage que ce ne soit pas de petits-déjeuners dont nos membres ont besoin et qu'il n'y ait pas de club pour financer les organismes qui sont pourtant d'essentiels milieux de vie et de soutien pour quelque 90 000 familles québécoises !